

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 100

Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur  
des exploitations agricoles

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'agriculture

---



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet a principalement pour objet de doubler le montant maximum des subventions de mise en valeur des exploitations agricoles à l'occasion de l'établissement de jeunes en agriculture ou de l'agrandissement de fermes. Il impose également à toute personne ayant obtenu une subvention l'obligation d'utiliser à des fins agricoles la ferme à l'égard de laquelle la subvention a été accordée, pour une période de dix ans à compter de l'octroi de la subvention.*

## Projet de loi n° 100

Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur  
des exploitations agricoles

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée  
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 44,  
a. 2, mod.

[[ **1.** L'article 2 de la Loi favorisant la mise en valeur des  
exploitations agricoles (1969, chapitre 44), modifié par l'article 29  
du chapitre 85 des lois de 1971 et remplacé par l'article 2 du  
chapitre 38 des lois de 1975, est modifié par le remplacement  
des trois premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

Subvention  
pour  
amélio-  
ration  
générale  
sur la  
ferme.

«**2.** Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office,  
accorder une subvention pouvant atteindre deux mille dollars:».

1969, c. 44,  
a. 5, mod.

**2.** L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 30 du cha-  
pitre 85 des lois de 1971 et remplacé par l'article 3 du chapitre  
38 des lois de 1975, est modifié par le remplacement des trois  
premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

Subvention  
pour amé-  
liorations  
foncières.

«**5.** Le ministre peut aussi, sur la recommandation de  
l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre six mille dol-  
lars:».

1969, c. 44,  
a. 6a, aj.

**3.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6,  
du suivant:

Location  
présumée.

«**6a.** Pour les fins du paragraphe *a* du premier alinéa des  
articles 2 et 5, tout agriculteur qui, à compter du 1<sup>er</sup> octobre  
1971, a loué, pour s'y établir, une ferme rentable est considéré  
comme s'il louait cette ferme depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1975.»

1969, c. 44,  
a. 7, mod.

**4.** L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du cha-  
pitre 38 des lois de 1975, est modifié par le remplacement des  
six premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

Subvention  
pour amé-  
lioration  
foncière.

«**7.** Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre quatre mille dollars à tout agriculteur qui en fait la demande, qui soumet à l'Office un programme d'amélioration foncières et:».

1969, c. 44,  
a. 9,  
remp.

**5.** L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Subvention  
maximum  
en cas de  
consolida-  
tion.

«**9.** L'agriculteur qui bénéficie ou a déjà bénéficié d'une subvention pour consolidation de ferme en vertu de l'article 30 de la Loi du ministère de l'agriculture, tel qu'il se lisait avant le 22 décembre 1969, a droit à la subvention prévue à l'article 7 jusqu'à concurrence du montant qui, ajouté au montant de la subvention pour consolidation de ferme, atteint quatre mille dollars.»

1969, c. 44,  
a. 10, mod.

**6.** L'article 10 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 85 des lois de 1971, par l'article 2 du chapitre 34 des lois de 1972 et par l'article 6 du chapitre 38 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Subvention  
maximale  
en certains  
cas.

«Toutefois, lorsqu'une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole compte parmi ses actionnaires ou ses sociétaires plus d'un exploitant agricole âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions de chaque catégorie émises par la corporation, ou dont les intérêts de chacun dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière, le maximum des subventions auxquelles elle est admissible en vertu de l'alinéa précédent peut excéder les maximums prévus aux articles 2 et 5, sans toutefois dépasser les maximums de deux mille dollars et de six mille dollars respectivement, multipliés par le nombre de tels exploitants.»

1969, c. 44,  
a. 11,  
remp.

**7.** L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 34 des lois de 1972 et remplacé par l'article 7 du chapitre 38 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Conditions  
pour autre  
subven-  
tion.

«**11.** Une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole peut aussi bénéficier de la subvention prévue à l'article 7 aux mêmes conditions qu'un agriculteur, sauf que le maximum de la subvention dans ce cas peut atteindre une somme égale au montant de quatre mille dollars multiplié par le nombre d'exploitants agricoles détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions de chaque catégorie émises, lorsqu'ils s'agit d'une corporation d'exploitation agricole, par le nombre de producteurs

actionnaires ou de sociétaires, selon le cas, détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus des actions ordinaires émises ou des parts sociales, lorsqu'il s'agit d'une coopérative d'exploitation agricole, ou par le nombre de sociétaires dont les intérêts de chacun dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière, lorsqu'il s'agit d'une société d'exploitation agricole.»

1969, c. 44,  
a. 13c,  
remp.

**8.** L'article 13c de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972 et remplacé par l'article 12 du chapitre 38 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Maximum.

«**13c.** Lorsqu'un groupe de personnes visé aux articles 13a et 13b compte plus d'un exploitant agricole ou d'un agriculteur rencontrant les conditions requises pour rendre un tel groupe admissible aux subventions prévues aux articles 2 et 5, le maximum des subventions prévues à ces articles peut atteindre deux mille dollars et six mille dollars respectivement multiplié par le nombre de tels exploitants agricoles ou de tels agriculteurs, selon le cas.»

1969, c. 44,  
a. 13d,  
remp.

**9.** L'article 13d de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 34 des lois de 1972 et remplacé par l'article 13 du chapitre 38 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Bénéfice  
conjoint.

«**13d.** Plusieurs personnes physiques qui exploitent une ferme rentable dont elles sont propriétaires par indivis et dont au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme sont détenus par un ou plusieurs exploitants agricoles, ainsi que des exploitants conjoints peuvent bénéficier conjointement de la subvention prévue à l'article 7 aux mêmes conditions qu'un agriculteur, sauf que le maximum de la subvention dans ces cas peut atteindre une somme égale au montant de quatre mille dollars multiplié par le nombre d'exploitants agricoles ou d'agriculteurs, selon le cas, détenant en propriété chacun vingt pour cent ou plus de l'ensemble des droits de propriété dans la ferme des propriétaires indivis ou, selon le cas, de l'ensemble des intérêts dans la ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont les exploitants conjoints sont propriétaires ou locataires.»

1969, c. 44,  
a. 15,  
remp., aa,  
15a et 15b,  
aj.

**10.** L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1972 et par l'article 16 du chapitre 38 des lois de 1975, est remplacé par les suivants:

Subvention  
accordée  
une seule  
fois.

«**15.** Nul ne peut obtenir plus d'une fois une subvention en vertu des articles 2 ou 5.

Montant  
maximum.

Nul ne peut obtenir, en vertu de l'article 7, une subvention dont le montant porterait au-delà de \$4 000 les sommes déjà reçues par une personne en vertu de cet article ou au-delà de \$20 000 les sommes déjà reçues en vertu des articles 11 ou 13*d* par une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou un groupe de personnes visé à l'article 13*d*.

Rembour-  
sement.

«**15a.** Toute personne, y compris ses ayants droit, qui, dans les dix années à compter de l'octroi d'une subvention accordée le ou après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*), utilise ou permet d'utiliser à des fins autres que l'agriculture, sans l'autorisation de l'Office, la ferme ou le terrain à l'égard duquel une telle subvention a été octroyée, doit rembourser immédiatement à l'Office tout montant perçu à l'égard d'une telle subvention.

Déclara-  
tion.

«**15b.** Tout propriétaire d'un immeuble à l'égard duquel une subvention est octroyée, est soumis, pendant les dix années à compter de l'octroi d'une telle subvention, à l'obligation mentionnée à l'article 15*a*. Pour valoir à l'encontre des personnes autres que celle à qui la subvention a été octroyée, ladite obligation doit faire l'objet d'une déclaration mentionnant chaque immeuble auquel elle s'applique ainsi que le nom de son propriétaire. Tel immeuble est décrit par son numéro de cadastre, s'il en existe, en mentionnant, dans le cas d'un immeuble qui ne comprend qu'une portion d'un lot, qu'il s'agit d'une partie du numéro de cadastre concerné, sans obligation de décrire davantage les parties du lot et ce, nonobstant les dispositions de l'article 2168 du Code civil. Lorsqu'il n'existe pas de numéro de cadastre pour un tel immeuble, ce dernier doit être désigné par la mention du nom de la seigneurie ou du canton où il est situé, du rang, s'il y a lieu, des tenants et aboutissants et du nom de la personne à qui il appartient.

Enregis-  
trement.

La déclaration visée au premier alinéa est faite unilatéralement par l'Office et elle constitue une preuve *prima facie* de l'existence de l'obligation mentionnée à l'article 15*a*. Elle doit être enregistrée par dépôt au bureau de la division d'enregistrement où se trouve l'immeuble à l'égard duquel la subvention a été octroyée et mention de l'enregistrement doit être faite à l'index aux immeubles.

Radiation.

La radiation totale ou partielle de l'enregistrement de la déclaration visée au premier alinéa s'obtient sur réquisition à cet effet faite par l'Office. L'original de cette réquisition, lorsqu'elle est faite par acte notarié en brevet ou par acte sous seing privé, ou une copie authentique de telle réquisition, lorsque celle-ci

est faite par acte notarié en minute, doit être conservé au bureau d'enregistrement pour faire partie de ses archives.»

Entrée en  
vigueur.

**II.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.||